

Opinion

COLOMBIE - Un volcan en ébullition

Oto Higueta

vendredi 13 décembre 2019, mis en ligne par [Françoise Couëdel](#)

Vendredi 29 novembre 2019.

La grève nationale du jeudi 21 novembre en Colombie a été l'explosion d'un volcan social dont on ne connaît pas avec certitude l'importance du magma contenu dans ses profondeurs. La révolte sociale, qui a commencé comme une grève, obéit à un modèle semblable à celui des flambées populaires qui embrasent le continent.

Sans aucun doute celle de Colombie a de nombreuses similitudes avec celle qui a lieu au Chili où des millions de citoyens manifestent depuis plus de quarante jours, ne montrent pas de signe d'essoufflement, continuent à se mobiliser, et qui révèle un haut degré de conscience, d'unité et de résistance, composantes principales d'une lutte populaire qui aspire à voir ses revendications satisfaites.

Deux caractéristiques distinguent l'explosion sociale au Chili et en Colombie (partiellement en Équateur suite au paquet néolibéral imposé par Lenín Moreno). L'une est le type de régime (une dictature déguisée en démocratie) et l'autre le modèle économique (le néolibéralisme).

Au Chili, les deux sont épuisés, aussi bien le type de régime que le modèle néolibéral. Le régime a gardé les caractéristiques principales de la dictature qu'a imposée Pinochet après le renversement violent de Salvador Allende le 11 septembre 1973. Une dictature qui s'appuie sur une constitution qui a subi des modifications cosmétiques. En même temps, le régime a soutenu l'imposition d'un modèle néolibéral pendant 46 ans, ce qui a créé la fameuse « oasis » dans laquelle vivait une minorité capitaliste dominatrice ; tandis que la majorité des Chiliens subissait l'oppression, l'exclusion et la misère économique.

La Colombie conjugue un régime de 200 ans d'oligarchie (cycle long) depuis l'indépendance, avec un cycle court de 70 ans qui va de l'assassinat de Jorge Eliécer Gaitán jusqu'à nos jours. Régime politique où une même classe, l'oligarchie libérale-conservatrice, a gouverné sans interruption (exception faite sous Rojas Pinilla). Ce type de régime oligarchique a été soutenu par le modèle économique néolibéral qui, dans les dernières 30 années, a été imposé et élevé au rang institutionnel, (« Bienvenue au Futur » de César Gaviria, « Sécurité démocratique » et Accords de libre-échange pendant l'ère d'Álvaro Uribe).

Après des décennies de non respect des accords pour atteindre une paix définitive, du refus de cesser les terribles politiques d'extermination des opposants, de la négation d'une véritable politique d'ouverture démocratique et d'une redistribution équitable de la richesse et de la terre, de la continuité des politiques extractivistes, du pillage des ressources de l'État, de l'institutionnalisation d'une corruption galopante, c'est maintenant le tour de ceux qui ont gouverné d'affronter la vague d'explosions sociales qui parcourt le continent.

En Colombie, dans la rue se mobilise et se bat un gigantesque mouvement social divers, pluriel, qui transcende les générations et les classes sociales, fortement politisé, qui a brandi les drapeaux des luttes et des revendications qui rappellent celles qu'ont exigé au fil du temps divers secteurs sociaux dans des manifestations et des luttes populaires antérieures.

Ce mouvement social vient de naître et déjà quelques briseurs de grèves souhaitent l'évincer ou l'enterrer, oubliant que ce mouvement inhabituel dans l'histoire des dernières 70 années est le résultat

d'insatisfactions accumulées au cours de plusieurs générations. Ce n'est pas un mouvement organisé, il n'a pas non plus une direction unique à la manière des partis politiques et n'obéit donc à aucun parti, pas plus qu'à un leader politique national, aussi reconnu soit-il. C'est le cas de Gustavo Petro qui a eu au moins la décence de reconnaître qu'il n'est pas le porte-parole ou le seul convocateur de la grève nationale, comme de façon mensongère, le répètent la droite et quelques leaders du soit disant centre, davantage dans l'intention de gagner en représentativité ou de rivaliser avec lui, qu'autre chose.

Les revendications de cette manifestation populaire surprenante et inhabituelle, compilées dans un recueil de pétitions (plan pour un nouveau gouvernement) vont des revendications syndicales et ouvrières historiques de meilleures conditions de travail et de meilleurs salaires, en passant par la diminution de la TVA pour les plus pauvres, l'instauration d'une forme d'imposition juste, plus forte sur les plus riches ; l'application des accords de paix, la fin de l'élimination systématique des leaders sociaux ; des mesures anticorruption ; le démantèlement de l'Escadron mobile anti-émeute (ESMAD) ainsi que la restructuration de l'armée, devenus des machines de mort ; une augmentation du budget pour l'éducation publique et la santé comme droit et non comme un commerce ; des règles qui combattent la discrimination et la violence envers les femmes ; un système de retraites généralisé qui protège des millions d'adultes aux faibles revenus ; la protection des espèces et de l'environnement ; des mesures pour prévenir le changement climatique ; l'interdiction de la fracturation hydraulique et la régulation de l'extractivisme des ressources naturelles.

La satisfaction de ces exigences dépendra, comme on le sait, de la capacité de résistance, d'unité et de pluralité du mouvement, qui pour l'instant ne donne pas de signe d'essoufflement mais bien d'endurance. De fait, un certain nombre femmes et d'hommes leaders sociaux et politiques (Gustavo Petro, Francia Márquez, María Mercedes Maldonado et quelques syndicats nationaux), qui ont une reconnaissance nationale, ont refusé de participer à la table de concertation organisée par le gouvernement de l'inexpert président Iván Duque, dépourvu des qualités de chef d'État qu'exigent les événements que vit la nation.

Nous l'avons diagnostiqué dans un article écrit 100 jours après son accession au pouvoir, « [Los primeros meses de Iván Duque, el gobierno jamás soñado](#) » [Les premiers mois d'Iván Duque, le gouvernement jamais rêvé], dans lequel nous affirmions que son gouvernement était « le rêve du mouvement alternatif et de la gauche. Sur le long terme cela lui sert, car s'il ne change pas d'orientation, ce qui est peu probable, avec le cabinet qu'il a nommé et le paquet de mesures qu'il a annoncé, la dégradation et la perte de prestige seront accélérées et, avoir porté à la présidence un homme sans expérience et pratiquement inconnu, comme un as sorti de la manche d'Álvaro Uribe, va coûter très cher à la Colombie ».

Le gouvernement colombien s'effondre, un fossé gigantesque s'est ouvert et laisse entrevoir les fondations endommagées sur lesquelles il reposait : la crise durable et la décomposition totale étaient assurées. Quelques opportunistes volent à son secours jouant le rôle de pare-feu, oubliant que l'oligarchie de longue date est celle qui s'écroule avec son œuvre détériorée. Tandis que dans les rues des millions de moins que de rien la font vaciller en sachant qu'ils n'ont pas grand-chose à perdre mais plutôt un pays à conquérir.

Traduction française de **Françoise Couëdel**.

Source (espagnol) : <https://www.alainet.org/es/articulo/203570>.